

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 118 (1973)
Heft: 10

Artikel: Négociations et course aux armements
Autor: Brunner, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348568>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Négociations et course aux armements

Le rapport des forces au niveau nucléaire et le contrôle des armements

Depuis mai 1972, c'est-à-dire depuis la conclusion des premiers accords entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur une limitation réelle, bien qu'incomplète, de leurs armes nucléaires, on est témoin de la répétition de ce qui s'était déjà produit pendant la première phase des conversations américano-soviétiques au sujet des armes stratégiques (SALT I): la simultanéité de pourparlers visant un arrêt de la compétition en matière d'armements nucléaires et de la poursuite de ces efforts d'armement. En mars 1972, donc à la veille de la mise au point des accords précités, l'Institut de recherche sur la paix de Stockholm¹ notait qu'en dépit des négociations en cours « la course aux armements nucléaires entre les Grands s'est poursuivie sans relâche; le rythme déjà formidable des progrès en matière d'armement a continué d'augmenter ». En effet, l'Union soviétique avait, entre la première réunion des négociateurs en novembre 1969 à Helsinki et la signature des accords de Moscou le 26 Mai 1972, porté le nombre de ses missiles enfouis à rayon d'action intercontinental (ICBM)² de 1190 à 1527 tandis que l'effectif d'engins opérationnels dans leurs tubes de lancement sur sous-marins (SLBM) passait de 240 à plus de 500. Les Etats-Unis avaient, quant à eux, procédé durant cette période de plus de deux années à une amélioration qualitative importante de leur arsenal stratégique en mettant en service — en remplacement de modèles plus anciens — quelque 200 engins intercontinentaux *Minuteman* 3 munis de véhicules de rentrée multiples (MIRV) de même que 160 fusées *Poseidon* sur 10 submersibles à propulsion nucléaire avec 10 véhicules de rentrée indépendants par fusée.

L'EFFORT D'ARMEMENT SOVIÉTIQUE DEPUIS MAI 1972

Depuis que les chefs des deux puissances ont apposé leurs signatures au bas du traité sur la limitation de la défense anti-engins et de l'accord sur la limitation des missiles offensifs, l'action des Soviétiques au point

¹ *World Armaments and Disarmament*, SIPRI Yearbook, 1972.

² ICBM, Intercontinental Ballistic Missile: SLBM, Submarine Launched Ballistic Missile.

de vue de l'armement stratégique a confirmé ce que le secrétaire général du PC soviétique avait annoncé aux responsables américains: à savoir que l'URSS poursuivait son effort d'armement dans tous les domaines autorisés sous le régime des accords de mai 72. Le rapport du ministre de la défense américain, présenté au comité des affaires militaires du sénat le 28 mars 1973,¹ indique que les Soviétiques ont d'abord continué de mettre au point les silos d'ICBM et les installations de lancement à bord de sous-marins qui étaient en construction au moment de la signature de l'accord sur les armes offensives. Il s'agit de 91 silos pour ICBM dont la construction sera, d'après les experts américains, bientôt achevée. L'URSS détiendra alors 1618 ICBM opérationnels.

De plus, la mise au point des quelque 18 sous-marins porte-engins, qui étaient, selon le rapport de l'année dernière du ministre de la défense américain, en chantier au début de 1972 a progressé. D'après le successeur de M. Laird « on estime que l'URSS disposera au milieu de 1973 d'un total de 560 SLBM », ce chiffre ne tenant compte que des missiles sur sous-marins nucléaires. Le protocole annexé à l'accord sur les fusées offensives concède aux Soviétiques 740 installations de lancement pour engins balistiques à bord de submersibles atomiques ce qui correspond au nombre de sous-marins disponibles et en voie de construction le 26 mai 1972. Selon le même document, l'Union soviétique peut acquérir 210 SLBM supplémentaires à condition d'éliminer le même effectif d'engins intercontinentaux stationnés à terre mis en service avant 1964, c'est-à-dire en renonçant aux 210 ICBM SS-7 et SS-8 qu'elle détient.

Mais si l'accord sur les armes offensives a établi un plafond numérique pour les lanceurs de fusées capables d'atteindre le territoire de l'autre puissance, il n'a pas interdit l'amélioration des engins ou leur remplacement par des armes plus modernes². Aussi importe-t-il surtout de savoir quels sont les progrès accomplis par l'URSS dans ce domaine. Selon le rapport de M. Richardson — qui a depuis quitté le ministère de la défense pour celui de la justice, son successeur étant M. Schlesinger — les Soviétiques ont effectué des essais avec trois nouveaux modèles de fusées intercontinentales. Il s'agit d'engins dérivés des modèles principaux d'ICBM soviétiques, SS-11, une fusée intercontinentale compara-

¹ Statement of secretary of defense Elliot L. Richardson before the Senate Armed Services Committee on the FY 1974 Defense budget and FY 1974, 1978 Program.

² Aux termes de l'accord sur les fusées offensives, les Soviétiques sont autorisés à avoir 2358 installations de lancement à terre et sur sous-marins contre 1710 pour les Etats-Unis.

ble à l'engin américain *Minuteman* 2, SS-13, la seule fusée à propergol solide dont les Soviétiques disposaient jusqu'ici, et SS-9. Ces trois nouveaux modèles pourraient être opérationnels vers le milieu de cette décennie. L'effort consacré à la mise au point de fusées à grande portée pour sous-marins revêt encore une plus grande importance. Des essais ont été effectués avec une nouvelle fusée balistique que les américains appellent SS-N-8. Sa portée serait plus de trois fois supérieure à celle de la fusée SS-N-6 dont la flotte d'SLBM soviétique est principalement composée. Or, l'International Institute for Strategic Studies (IISS)¹ prête à l'engin SS-N-6 une portée de 2800 kilomètres, ce qui signifie que la nouvelle fusée SS-N-8, qui serait tirée à partir d'un nouveau type de sous-marin nucléaire disposant de 12 tubes de lancement — submersible de la classe D — ,pourrait frapper des objectifs situés à plus de 8000 kilomètres. L'engin pour sous-marins le plus récent du côté américain — *Poseidon* — a une portée de quelque 4600 kilomètres.

Ainsi se confirment les tendances qui ont marqué l'effort d'armement soviétique depuis plusieurs années. Contrairement aux Américains qui n'introduisent pas de nouveaux engins outre les modèles *Minuteman* 3 et *Poseidon* décidés en 1966 et 1967 — le nouvel engin pour sous-marins *Trident* n'est qu'en voie de développement —, les Russes ont fait porter l'effort surtout sur les vecteurs et ont développé nombre de modèles de fusées. En revanche, pour ce qui est des véhicules de rentrée multiples ils continuent d'accuser un retard considérable sur les USA. Des simples ogives multiples (Multiple Re-entry Vehicles), qui ne peuvent pas combattre plusieurs objectifs, pourraient désormais être mises en service en Union soviétique, mais ce n'est, de l'avis des spécialistes américains, que vers 1975 que les Russes pourront introduire des engins dotés de Multiple Independently Targetable Re-entry Vehicles, (MIRV) c'est-à-dire de plusieurs ogives dont chacune peut frapper un objectif particulier.

LES MESURES PRISES PAR LES ETATS-UNIS

Le programme d'armement des Etats-Unis pour l'année fiscale 1974 — du 1^{er} juillet 1973 au 30 juin 1974 — se caractérise, pour ce qui est des forces nucléaires stratégiques, par la poursuite de l'introduction des engins précités *Minuteman* 3 et *Poseidon* ainsi que, notamment sur le

¹ *The Military Balance* 1972-1973.

plan de la recherche et du développement, par les efforts accrus voués au submersible nucléaire porte-engins *Trident*, au missile correspondant et au nouveau bombardier gros porteur B-1. 1,7 milliard de dollars sont requis pour *Trident*, et pour le B-1 l'administration demande près d'un demi-milliard. Mais tant le nouveau sous-marin avec ses nouvelles fusées, dont la portée sera comparable à celle de l'engin soviétique SS-N-8 dont il était question ci-dessus, que le B-1 ne seront disponibles que vers la fin de cette décennie. L'évaluation de la force de frappe stratégique des Etats-Unis à court terme est donc déterminée par les programmes *Minuteman* 3 et *Poseidon* ainsi que par les fusées air-sol à tête nucléaire SRAM, Short Range Attack Missile, dont on équipe une partie des bombardiers B-52 et les FB-111.

En menant à bien les programmes *Minuteman* 3 et *Poseidon*, les Etats-Unis obtiennent surtout une augmentation impressionnante du nombre de charges nucléaires pouvant être engagées avec un effectif de missiles — 1710 — inchangé depuis 1967. Grâce aux charges multiples que ces engins transportent, les Etats-Unis pourront en effet lancer 7540 charges atomiques dès la fin de 1975. Quant aux SRAM, leur introduction entraînera également une augmentation notable du nombre de charges que les bombardiers pourront emmener, mais ces fusées air-sol amélioreront aussi la capacité de pénétration des B-52, prolongeant ainsi la durée de vie de ces appareils qui ont aujourd'hui plus de dix ans.

Il apparaît ainsi que les deux Grands poursuivent leurs efforts d'armement dans les limites fixées par l'accord sur les armes offensives, en exploitant les possibilités créées par le travail accompli pendant la deuxième moitié des années 60 au point de vue développement et conformément à la base technologique propre à chaque pays. Ce faisant, les deux puissances renforcent notamment leurs panoplies nucléaires.

ATTITUDE IRRATIONNELLE?

La poursuite des efforts d'armement au niveau nucléaire dans la situation de stabilité presque complète que l'entente de mai 1972 semble avoir scellée ne peut cependant manquer de susciter une interrogation. La poursuite de l'effort d'armement peut-elle être justifiée par le souci de sécurité des Grands? Ne disposent-ils pas déjà d'une capacité de destruction énorme, de bien plus qu'il ne faudrait pour dissuader l'autre

de déclencher des hostilités au niveau stratégique supérieur? On ne peut y répondre que par l'affirmative. Car, en effet, quelque 42 % de la population des Etats-Unis sont concentrés dans les 50 villes américaines les plus importantes, et il y a en Union soviétique 200 villes dont chacune compte plus de 100 000 habitants et qui hébergent en tout plus de 50 millions d'habitants. Même en admettant les conditions les plus défavorables au point de vue militaire, il est certain que chacun des deux Grands serait en mesure, après avoir subi une attaque surprise de l'autre, donc en deuxième frappe, d'anéantir ces agglomérations. Or, c'est de cette capacité de riposte — celle-ci ayant pour objet les villes et plus généralement les ressources de l'autre puissance — que dépend la dissuasion défensive.

La continuation des efforts d'armement au niveau nucléaire s'explique d'abord par les délais — plusieurs années — qu'exigent le développement et la mise en place de nouvelles armes alors que l'incertitude règne, en définitive, sur ce que l'autre Grand fera en matière d'armement. Cet état de chose incite à juger moins sévèrement les Américains, car ils ont affaire à un adversaire ou, si l'on préfère, un rival dont le processus décisionnel se déroule à huis clos, qui a, comme tous les Etats policiers, la manie du secret. Au contraire, aux Etats-Unis les décisions importantes en matière d'armement sont débattues en public. N'importe qui peut se faire une idée assez exacte de ce que les USA préparent et de ce qu'ils réalisent dans le domaine des armements stratégiques grâce aux rapports annuels du ministre de la défense et aux discussions dans les divers comités du congrès dont les comptes rendus sont publiés. L'institut international de recherche sur la paix de Stockholm a, dans son annuaire de 1969/70, déclaré à ce sujet: « Le fait que toutes les informations publiées relatives à l'ampleur des forces militaires et aux armes ne nous viennent que d'un côté — de l'Occident — complique ce problème. Il a été impossible d'obtenir de telles informations de sources soviétiques ou de l'Europe de l'Est. »

Les deux camps craignent que l'autre ne tente de s'assurer dans un ou dans plusieurs domaines une avance quantitative ou qualitative laquelle le mettrait en mesure d'affaiblir les armes stratégiques de l'adversaire à tel point qu'il pourrait, à la limite, envisager de frapper le premier ou menacer de le faire. Dans l'état actuel de la technique, il est toutefois plus vraisemblable que l'avantage que cette avance procu-

rerait à celui qui aurait su se l'assurer consisterait en une réduction sensible de ses pertes, en cas d'échange nucléaire, par rapport à celles que subirait l'adversaire. Une telle supériorité par exemple de l'Union soviétique aurait pour conséquence d'entraver gravement la liberté d'action des Etats-Unis, ce qui pourrait avoir des répercussions très sérieuses pour la sauvegarde de leurs intérêts en Europe. Dans une telle situation stratégique, les Soviétiques pourraient par exemple empêcher les Etats-Unis d'autoriser l'utilisation des armes nucléaires à vocation tactique stationnées en Europe sous contrôle américain en cas d'attaque soviétique.

A cela s'ajoute, notamment pour l'Union soviétique, la perspective d'une menace combinée, la conjonction de celle de l'autre Grand et d'une menace chinoise. Compte tenu de la nature du régime communiste et de la perception du monde qu'ont ses dirigeants, on peut admettre que cette éventualité influe sur les décisions russes en matière d'armement.

Ces facteurs, mais d'autres aussi comme un certain automatisme de la technique, le désir des chefs militaires d'avoir les meilleures armes, les pressions de l'industrie intéressée ou encore des intérêts particuliers de la bureaucratie militaire vont à l'encontre de la stabilisation des armes stratégiques au niveau atteint à un moment donné. Jusqu'à l'année dernière, ils ont empêché toute stabilisation des armes stratégiques, et jusqu'ici ils ont empêché l'arrêt de la course qualitative aux armements. Les accords conclus en 1972 ont cependant amélioré les chances d'une véritable stabilisation des armements atomiques en éliminant la défense antiengins en tant que facteur d'instabilité et mettant un terme à l'extension de l'arsenal de fusées russes.

LES OBJECTIFS DE SALT II

La deuxième phase des négociations sur la limitation des armes stratégiques qui a débuté en novembre 1972 à Genève doit logiquement avoir pour mission principale de restreindre les efforts d'armements qualitatifs qui sont susceptibles à longue échéance de compromettre la capacité de riposte de l'un ou des deux Grands. Ce sont ces mêmes progrès qui — nous l'avons vu — stimulent la course aux armements. Il sagit de la défense anti-sous-marin, dans la mesure où elle risque de mettre en cause la capacité de survie des submersibles porte-engins, de

la précision des engins, de la charge utile de ceux-ci et des systèmes de rentrée multiples.

Dans une déclaration comprenant sept points les gouvernements des deux grandes puissances ont pris, lors de la visite du secrétaire général du PC soviétique aux Etats-Unis, l'engagement de s'entendre avant la fin de 1974 sur une limitation quantitative et qualitative permanente de leurs panoplies stratégiques¹. On peut en déduire que les deux gouvernements sont décidés à freiner sérieusement leur compétition en matière d'armes stratégiques. Il serait toutefois erroné de s'attendre à ce qu'ils arrêtent toute production d'armes de ce genre, voire qu'ils réduisent considérablement leurs effectifs d'armes nucléaires. Ils ne le cachent d'ailleurs pas puisqu'un des sept points qui guideront les négociateurs dans le cadre de la poursuite des SALT précise « que certaines modernisations et le remplacement d'armes seront permis ». Ce que l'on peut raisonnablement espérer sont des limitations substantielles dans les domaines évoqués ci-dessus qui revêtent une importance particulière pour la stabilité du niveau stratégique.

DES CONCESSIONS UNILATÉRALES — UNE MAUVAISE SOLUTION

Etant donné les effectifs énormes d'explosifs nucléaires et de vecteurs que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont accumulés, la perspective de progrès somme toute limités en matière de contrôle des armements décevra sans doute les partisans du désarmement. Mais ceux qui y voient — comme certains pacifistes — une sorte de catastrophe devant être empêchée à tout prix, par exemple par des concessions unilatérales arrachées au gouvernement américain ou, plus généralement, aux gouvernements occidentaux par l'opinion publique — c'est à peu près ce que conseille l'école de Francfort de la « Friedensforschung » —, méconnaissent de toute évidence la conjoncture stratégique mondiale et notamment le caractère de la politique étrangère russe.

S'il y a un enseignement que l'on peut tirer de l'histoire de la course aux armements entre les Grands, c'est bien celui que des concessions unilatérales ne garantissent nullement une retenue similaire des Soviétiques. La défense antiengins constitue à cet égard un exemple éloquent. Le fait que les responsables américains, notamment le ministre de la

¹ *International Herald Tribune*, 22 juin 1973.

défense des gouvernements Kennedy et Johnson, Robert McNamara, aient refusé d'ordonner la mise sur pied d'un système de défense anti-engins jusqu'à l'automne 1967 n'empêcha pas les Russes de commencer à réaliser une telle défense. Ils firent la sourde oreille lorsque les Américains proposèrent de se mettre d'accord sur une renonciation temporaire à la défense antiengins, et en 1967 le président du conseil soviétique déclarait lors d'une visite officielle en grande Bretagne: « Je crois que ce ne sont pas les systèmes défensifs — qui empêchent une attaque — qui sont la cause de la course aux armements, mais qu'ils représentent un facteur lequel prévient la mort d'êtres humains ». Après que le gouvernement Nixon ait, en mars 1969, décidé de protéger les sites de lancement des vecteurs intercontinentaux américains par le système défensif « Safeguard » — ceci surtout en raison du renforcement spectaculaire de la force de fusées offensives des Russes — l'attitude de Moscou à l'endroit de la défense contre les fusées balistiques changea assez rapidement. Dans le cadre de SALT I, les Soviétiques insistèrent sur la nécessité de convenir un « gèle » des systèmes antiengins avant toute autre chose. Jusqu'en 1971, ils s'opposèrent à la limitation simultanée d'une partie des armes offensives, notamment des grosses fusées SS-9 que les Américains exigeaient. Comme on le sait, c'est cette solution, préconisée en substance par les Etats-Unis depuis 1970, qui prévalut finalement.

Un arrêt unilatéral des efforts d'armement américains au niveau nucléaire, sans parler d'une réduction des forces des Etats-Unis qui ne serait pas équilibrée par des concessions de l'autre puissance, serait inadmissible au regard des conséquences qu'il pourrait entraîner à long terme pour la capacité de riposte, donc la force de dissuasion de ce pays. De plus, les avantages qui en résulteraient ne justifieraient pas les risques pris. Car, contrairement à une opinion répandue, les dépenses militaires américaines et plus particulièrement les dépenses causées par les armes stratégiques ne sont aujourd'hui nullement exorbitantes.

LES VÉRITABLES PROPORTIONS DES DÉPENSES MILITAIRES DES ETATS-UNIS

D'après le rapport du ministre de la défense des Etats-Unis du 28 mars 1973, les achats du département de la défense et de ses services auprès de l'industrie se sont élevés — en pouvoir d'achat du dollar de l'année fiscale 1974, qui a débuté le 1^{er} juillet de cette année, — à 40,1

milliards de dollars pour l'année fiscale 1964, à 57,4 milliards pour l'année fiscale 1968 et ne seront que de 35,1 milliards en 1973/74. En pouvoir d'achat constant, les dépenses totales des Etats-Unis en matière de défense ont correspondu à 87,8 milliards en 1963/64, à 113,4 milliards en 1967/68, et elles sont estimées à 79 milliards pour la nouvelle année fiscale, ce qui équivaut à une réduction de 10% par rapport à l'année fiscale 1964 et représente la somme la plus modeste affectée à la défense depuis 1950/51. Les chiffres suivants font apparaître la réduction de l'ampleur de l'effort de défense des Etats-Unis intervenue au cours des dernières dix années:

**DÉPENSES MILITAIRES DES ETATS-UNIS EN POUR-CENT
DU PRODUIT NATIONAL BRUT**

<i>année fiscale 1964</i>	<i>année fiscale 1968</i>	<i>année fiscale 1974</i>
8,3	9,4	6,0

Dépenses militaires en pour-cent des dépenses fédérales américaines

41,8	42,5	28,4
------	------	------

Dépenses militaires en pour-cent des dépenses publiques

28,1	29,2	18
------	------	----

Depuis des années, les dépenses pour les forces stratégiques correspondent à un peu plus de 10% du budget militaire américain. En 1972/73, le budget prévoyait 7,3 milliards de dollars sous le titre des « strategic forces » ainsi qu'un peu plus d'un milliard sous le titre de la recherche et du développement. Ces frais sont estimés à 7,4 milliards respectivement environ 2 milliards pour la recherche et le développement pour l'année fiscale qui a débuté le 1^{er} juillet 1973. Ces quelque 9 milliards que le gouvernement demande correspondent à un peu plus de 11% d'un budget militaire atteignant 85 milliards de dollars. (total obligatory authority, la somme totale que le gouvernement demande à être autorisé à engager; elle est plus élevée que les dépenses prévues).

Des économies de l'ordre des moyens affectés aux forces stratégiques américaines ne justifieraient en aucun cas la perte de stabilité, c'est-à-dire l'abandon de l'instrument qui s'est révélé le plus efficace pour prévenir la grande guerre, que la liquidation ou un affaiblissement considérable du potentiel nucléaire des Etats-Unis pourrait entraîner.

Pour les gens capables de juger sainement ces choses, il est évident qu'il n'y a pas d'alternative au maintien de la capacité de deuxième frappe et à l'effort simultané pour freiner et arrêter la course aux armements stratégiques.

Capitaine EMG Dominique BRUNNER

